

RESPONSABILITE ET VERITE

Au début de l'été, les lois de décentralisation ont été définitivement adoptées par le Parlement et validées par le Conseil Constitutionnel. Les Régions vont désormais disposer de compétences élargies et renforcées en matière notamment de développement économique et d'organisation de la formation tout au long de la vie. Par ailleurs, et pour la première fois, la décentralisation s'accompagnera de transferts financiers garantis par la Constitution.

Mais la décentralisation des compétences n'est pas une fin en soi. Ce qui importe pour les bas-normands c'est la manière dont elles vont être utilisées et au service de quels objectifs. A cet égard, la responsabilité de la nouvelle majorité est grande.

Dans quelques semaines, Philippe DURON présentera ses orientations budgétaires. Comme nous nous y étions engagés, nous n'inscrirons pas notre action dans le cadre facile de la polémique politicienne et stérile. Notre seul but étant de servir la Basse-Normandie, nous tiendrons toujours le discours de la vérité. Aussi, nous n'hésiterons pas à faire des propositions et à critiquer les choix qui ne nous sembleront pas aller dans le sens de l'intérêt général.

D'ores et déjà, certains sujets nous préoccupent. Ainsi, comment la gauche compte-t-elle financer ses dépenses de fonctionnement sans augmenter la fiscalité ni recourir davantage à l'emprunt ? Quelles sont ses initiatives concernant les grands investissements structurants (liaison rapide Cherbourg-Caen-Paris, recherche, lutte contre le cancer) ? Pourquoi ne soutient-elle pas l'emploi dans le secteur privé plutôt que de créer de nouveaux « emplois jeunes » avec les impôts des salariés ? A toutes ces questions, les bas-normands doivent obtenir des réponses concrètes.

Enfin, depuis bientôt six mois, de nombreux dossiers restent en attente de décisions. Si nous comprenons qu'un temps de mise en place soit nécessaire, la gauche siégeait déjà lors de la précédente mandature. Or, notre région a besoin d'actions et de résultats.